



RCS : ALENCON

Code greffe : 6101

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de ALENCON atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2000 B 52068

Numéro SIREN : 419 716 436

Nom ou dénomination : A.V.N.V.I.

Ce dépôt a été enregistré le 30/09/2014 sous le numéro de dépôt 2105

Duplicata
GREFFE DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
D'ALENCON

81 RUE DU GUE DE SORRE
61000 ALENCON
INFOGREFFE 0 899 70 22 22
INTERNET : www.infogreffe.fr

RECEPISSE DE DEPOT

GESTELIA BASSE-NORMANDIE

10 rue Claude Bloch
Maison de l'Artisan
14000 Caen

V/REF : François LACROIX
N/REF : 2000 B 52068 / 2014-A-2105

Le Greffier du Tribunal de Commerce D'ALENCON certifie qu'il a reçu le 30/09/2014, les actes suivants :

Liste des sièges sociaux antérieurs

Procès-verbal de la gérance en date du 08/09/2014

- Transfert du siège social

Statuts mis à jour

Concernant la société

A.V.N.V.I.

Société à responsabilité limitée

Le Moulin Robert

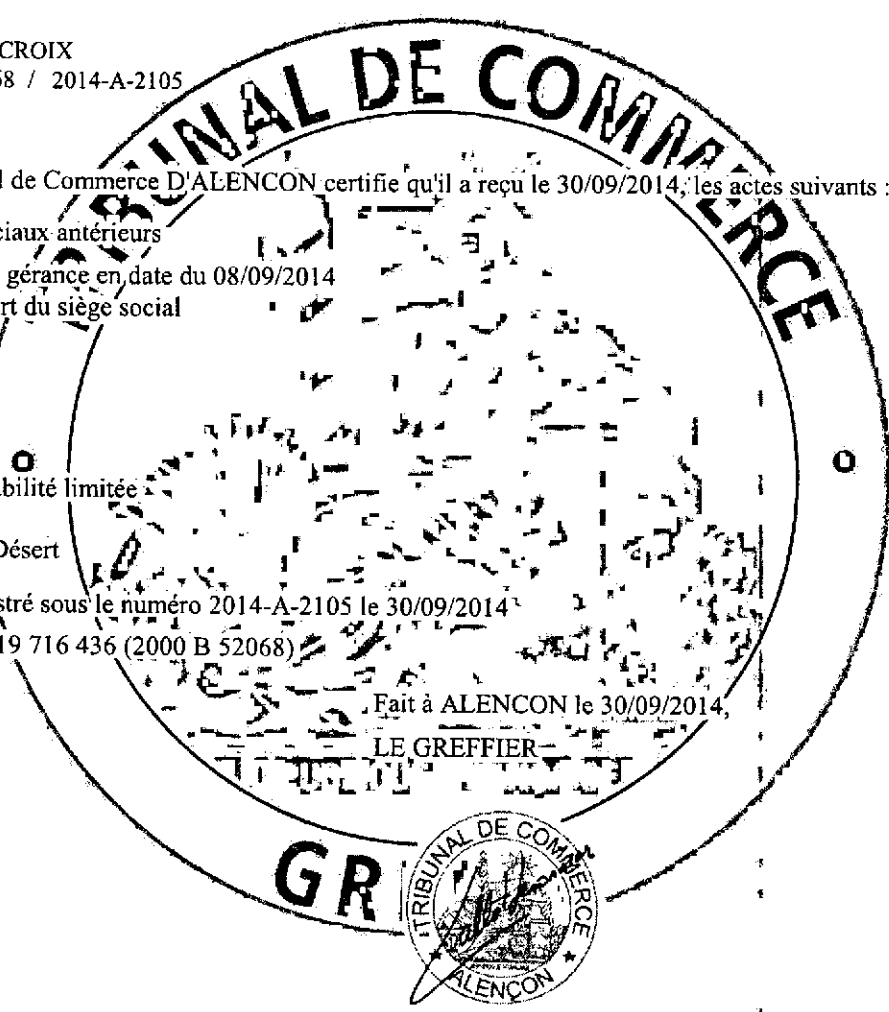
61600 Magny-le-Désert

Le dépôt a été enregistré sous le numéro 2014-A-2105 le 30/09/2014

R.C.S. ALENCON 419 716 436 (2000 B 52068)

Fait à ALENCON le 30/09/2014,

LE GREFFIER



2. The second part of the document focuses on the implementation of the proposed changes. It details the steps involved in the process, from initial planning to final execution. This section also addresses the potential challenges and risks associated with the implementation, providing strategies to mitigate them. The document concludes with a summary of the key findings and recommendations for future action.

3. The third part of the document provides a detailed overview of the financial performance of the organization. It includes a breakdown of the revenue and expenses, as well as a comparison of the current year's performance with the previous year. This section also discusses the impact of the proposed changes on the financial results, highlighting the areas where improvements have been made.

4. The fourth part of the document discusses the future outlook of the organization. It outlines the strategic goals and objectives for the next year, as well as the key initiatives that will be implemented to achieve them. This section also addresses the potential risks and challenges that may arise, providing a clear path forward for the organization.

**DECLARATION SOUSCRITE
EN APPLICATION DE L'ARTICLE R. 123-110 DU CODE DE
COMMERCE**

Le soussigné Rémy OLIVIER,
demeurant Les Hautes Mellières 61600 MAGNY LE DESERT,

Agissant en qualité de gérant de la société A.V.N.V.I., société à responsabilité limitée au capital de 80 062,50 euros, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 419 716 436 RCS ALENCON,

Déclare et atteste que le siège social de la société A.V.N.V.I. a été fixé à l'origine au 408 rue Charles de Samasco 60180 NOGENT SUR OISE puis transféré en date du 16/03/2011 à « Les Hautes Mellières, 61600 MAGNY LE DESERT », sans aucun transfert jusqu'à ce jour.

Fait en deux exemplaires
A MAGNY LE DESERT
Le 08 septembre 2014


SARL au capital de 70 000 €
61600 MAGNY LE DESERT
TEL. : 02 33 38 13 78 FAX : 02 33 65 99 39
RCS 419 716 436 Alençon

A.V.N.V.I.
Société à responsabilité limitée
au capital de 80 062,50 euros
Siège social : Les Hautes Mellières
61600 MAGNY LE DESERT
419 716 436 RCS ALENCON

PROCES-VERBAL DE LA DECISION
DE LA GERANCE
DU 08 SEPTEMBRE 2014

L'an deux mille quatorze,

Le 08 septembre 2014,

Au siège social,

Le soussigné Rémy OLIVIER, gérant de la société A.V.N.V.I., société à responsabilité limitée au capital de 80 062,50 euros, divisé en 4 575 parts sociales,

Décide :

- de transférer le siège social de « Les Hautes Mellières, 61600 MAGNY LE DESERT » à « Le Moulin Robert 61600 MAGNY LE DESERT » à compter du 08 septembre 2014,
- et de modifier l'article 4 des statuts dont la rédaction est désormais la suivante :

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

"Le siège social est fixé : Le Moulin Robert 61600 MAGNY LE DESERT "

Le reste de l'article demeure inchangé.

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités de droit.

De tout ce que dessus, le gérant a dressé le présent procès-verbal qu'il a signé après lecture.

Rémy OLIVIER
Gérant

AVNVI
SARL au capital de 70 000 €
61600 MAGNY LE DESERT
TEL : 02 33 88 12 78 FAX : 02 33 65 99 39
RCS 419 716 436 Alençon

A.V.N.V.I.
Société à responsabilité limitée
au capital de 80 062,50 euros
Siège social : Le Moulin Robert
61600 MAGNY LE DESERT
419 716 436 RCS ALENCON

S T A T U T S

Modifiés suite aux délibérations de l'associée unique en date du 08 septembre 2014

Copie certifiée conforme

La gérance

AVNVI
SARL au capital de 80 000 €
61600 MAGNY LE DESERT
TEL. : 02 33 38 13 78 FAX : 02 33 65 99 39
RCS 419 716 436 Alençon

Article 1 - FORME

Il est formé entre les propriétaires des parts ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement une Société à Responsabilité Limitée.

Cette société est régie par les lois en vigueur et par les présents statuts.

Article 2 - OBJET

La société a pour objet en France et dans tous pays :

- Le négoce de tous véhicules et notamment de poids lourds;
- La location de tout véhicule de transport, avec ou sans chauffeur;
- Toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes pouvant favoriser son extension ou son développement.

Article 3 - DÉNOMINATION

La dénomination de la société est :

A.V.N.V.L.

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots "société à responsabilité limitée" ou de l'abréviation "S.A.R.L." et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à : Le Moulin Robert 61600 MAGNY LE DESERT

Il peut être transféré dans la même ville par simple décision de la gérance et partout ailleurs en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

Article 5 - DUREE

La durée de la société est fixée à 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

Article 6 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de la même année.

Article 7 - APPORTS

Il est effectué à la présente société des apports en numéraire exclusivement savoir :

Mr BARBETTE apporte à la société la somme de MILLE CINQ CENT VINGT QUATRE EUROS & QUARANTE NEUF CENTIMES,	1 524,49 €
Mr RENET apporte à la société la somme de SIX MILLE QUATRE VINGT DIX SEPT EUROS & QUATRE VINGT SEIZE CENTIMES,	6 097,96 €
Montant des apports en numéraire	7 622,45 €

Cette somme de SEPT MILLE SIX CENT VINGT DEUX EUROS & QUARANTE CINQ CENTIMES a été déposée à un compte ouvert à la SOCIETE GENERALE, agence de Senlis, au nom de la société en formation, ainsi qu'en atteste un certificat de ladite Banque.

Aux termes des délibérations de l'assemblée générale extraordinaire en date du 28 juin 1999, le capital social a été augmenté :

- Par apport en numéraire à concurrence de 22 867,35 €.

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à FLEURY SUR ORNE (14) du 9 février 2011, Monsieur Rémy OLIVIER, Michel GESBERT et Anthony GESBERT ont apporté 1.492 parts sociales, représentant la totalité des parts qu'ils détenaient dans le capital de la Société, au profit de la Société VARAM, Société Civile au capital de 160.000 € dont le siège social est à MAGNY LE DESERT (61) Les Hautes Melières, immatriculée au RCS d'ALENCON sous le n° 530.273.762, représentée par Monsieur Rémy OLIVIER, ès-qualité de gérant.

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à FLEURY SUR ORNE (14) du 15 mars 2011, les sociétés AB TRANS et PL & VL SAREVI ont cédé à la société VARAM, respectivement 2.467 et 41 parts sociales, soit la totalité des parts sociales qu'elles détenaient dans le capital de notre Société.

Suivant décision de l'Associé Unique en date du 25 mars 2011 le capital social a été augmenté d'une somme de 10.062,50 € en numéraire par création de 575 parts sociales nouvelles de 17,50 € de valeur nominale, assortie d'une prime d'émission de 52 € par part sociale de manière à porter le capital social de la somme de 70.000 € à 80.062,50 €.

ARTICLE 8 – CAPITAL SOCIAL

En raison des apports ci-dessus énumérés, des cessions de parts sociales intervenues et des augmentations de capital intervenues, le capital social s'élève à QUATRE VINGT MILLE SOIXANTE DEUX EUROS ET CINQUANTE CENTIMES (80.062,50 €) divisé en 4.575 parts de 17,50 € chacune, numérotées de 1 à 4.575 intégralement souscrites et entièrement libérées.

Les parts sociales sont attribuées en totalité à la Société VARAM, savoir :

- La Société VARAM, quatre mille cinq cent soixante quinze parts sociales, numérotées de 1 à 4.575, ci	4.575 PARTS SOCIALES
--	-----------------------------

TOTAL DES PARTS COMPOSANT LE CAPITAL SOCIAL, ci	4.575 PARTS SOCIALES
--	-----------------------------

20

Article 9 - AUGMENTATION ET REDUCTION DU CAPITAL SOCIAL

Toute modification du capital social - augmentation et réduction - sera décidée et réalisée conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Dans tous les cas, si ces opérations font apparaître des rompus, les associés feront leur affaire personnelle des acquisitions ou cessions des droits nécessaires.

Article 10 - PARTS SOCIALES

Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables. Les droits de chaque associé dans la société résultent seulement des présents statuts, des actes modificatifs ultérieurs et des cessions de parts régulièrement notifiées et publiées.

Article 11 - CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

I - Cessions

1 - Forme de la cession

Toute cession de parts sociales doit être constatée par écrit.

La cession n'est opposable à la société que dans les formes prévues par l'article 1690 du Code civil ou par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de cette formalité et, en outre, après publicité au greffe du tribunal de commerce.

2 - Agrément des cessions

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés et au profit des conjoints, ascendants ou descendants d'un associé.

Elles ne peuvent être cédées à titre onéreux ou transmises à titre gratuit, à un tiers étranger à la société qu'avec le consentement de la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, cette majorité étant en outre déterminée compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant.

Le projet de cession est notifié à la société et à chacun des associés.

Les opérations de toute nature réalisées par l'associé unique sont libres.

II - Transmission par décès ou par suite de dissolution de communauté

Les parts sociales sont librement transmissibles par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre époux.

III, - Revendication par le conjoint de la qualité d'associé

En cas d'apport de biens ou de deniers communs ou d'acquisition de parts sociales au moyen de deniers communs, le conjoint de l'apporteur ou de l'acquéreur des parts sociales peut revendiquer la qualité d'associé pour la moitié des parts souscrites ou acquises et ce, selon les modalités et dans les conditions prévues par la loi.

Article 12 - INDIVISIBILITE DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

Les copropriétaires indivis sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la société ; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par justice un mandataire chargé de les représenter.

En cas de démembrement du droit de propriété, le droit de vote appartient à l'usufruitier pour les décisions ordinaires et au nu-propriétaire pour les décisions extraordinaires.

Toutefois, le nu-propriétaire doit être convoqué à toutes les assemblées générales.

Article 13 - DROITS DES ASSOCIES

1 - Droits attribués aux parts

Chaque part donne droit à une fraction des bénéfices et de l'actif social proportionnellement au nombre de parts existantes.

2 - Transmission des droits

Les droits et obligations attachés aux parts les suivent dans quelque main qu'elles passent. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement prises par les associés.

Les représentants, ayants droit, conjoint et héritiers d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni en demander le partage ou la licitation.

3 - Nantissement des parts

Si la société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales, ce consentement emportera l'agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties, selon ces conditions de l'article 2078 du Code civil, à moins que la société ne préfère, après la cession, acquérir les parts sans délai en vue de réduire son capital.

Article 14 - DECES OU INCAPACITE D'UN ASSOCIE

La société n'est pas dissoute par le décès ou l'incapacité frappant l'un des associés.

Article 15 - GERANCE

1 - Nomination - pouvoirs

La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non. La nomination des gérants en cours de vie sociale est décidée à la majorité de plus de la moitié des parts sociales.

En cas de pluralité des gérants, chacun d'eux peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la société et dispose des mêmes pouvoirs que s'il était gérant unique ; l'opposition formée par l'un d'eux aux actes de son ou de ses collègues est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi que ces derniers ont eu connaissance de celle-ci.

Dans ses rapports avec les tiers, le gérant est investi des pouvoirs les plus étendus pour représenter la société et agir en son nom en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Le gérant est tenu de consacrer tout le temps et les soins nécessaires aux affaires sociales ; il peut, sous sa responsabilité personnelle, déléguer temporairement ses pouvoirs à toute personne de son choix pour un ou plusieurs objets spéciaux et limités.

2 - Durée et cessation des fonctions

La durée des fonctions du ou des gérants est fixée par la décision collective qui les nomme.

Le ou les gérants sont révocables par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Les fonctions du ou des gérants cessent par démission, décès, interdiction, déconfiture, faillite personnelle, incompatibilité de fonctions ou révocation.

3 - Rémunération de la gérance

Chacun des gérants a droit, en rémunération de ses fonctions, à une rémunération dont les modalités sont fixées par décision ordinaire des associés. La gérance a droit, en outre, au remboursement de ses frais de représentation et de déplacements.

Article 16 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants peuvent ou doivent être nommés lorsque les conditions d'une telle nomination sont réunies. Ils exercent leur mission de contrôle conformément à la loi. Les commissaires aux comptes sont nommés pour six exercices.

Article 17 - DECISIONS COLLECTIVES

1 - Les décisions collectives statuant sur les comptes sociaux sont prises en assemblée générale.

120

Sont également prises en assemblée générale les décisions soumises aux associés, à l'initiative soit de la gérance, soit du commissaire aux comptes s'il en existe un, soit d'associés, soit enfin d'un mandataire désigné par justice, ainsi qu'il est dit à l'article 18 des présents statuts.

Toutes les autres décisions collectives peuvent être prises par consultation écrite des associés ou peuvent résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

2 - Les décisions collectives sont qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires.

Elles sont qualifiées d'extraordinaires lorsqu'elles ont pour objet la modification des statuts.

Elles sont qualifiées d'ordinaires dans tous les autres cas.

3 - Les décisions ordinaires doivent être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si, en raison d'absence ou d'abstention d'associés, cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation, les associés sont consultés une seconde fois et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la proportion du capital représenté, mais ces décisions ne peuvent porter que sur les questions ayant fait l'objet de la première consultation.

Toutefois, les décisions relatives à la nomination ou à la révocation de la gérance doivent toujours être prises par des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

4 - Les décisions extraordinaires doivent être adoptées par des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales. Toutefois, l'agrément des cessions ou mutations de parts sociales, réglementé par l'article 11 des présents statuts, doit être donné par la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Par ailleurs, l'augmentation du capital social par incorporation de bénéfices ou de réserves est valablement décidée par les associés représentant seulement la moitié des parts sociales.

La transformation de la société est décidée dans les conditions fixées par l'article 69 de la loi.

La transformation de la société en société en nom collectif, en société en commandite simple ou par actions, en société par actions simplifiée, le changement de nationalité de la société et l'augmentation des engagements des associés exigent l'unanimité de ceux-ci.

Article 18 - ASSEMBLEES GENERALES

1 - Convocation

Les assemblées générales d'associés sont convoquées normalement par la gérance ; à défaut, elles peuvent également être convoquées par le commissaire aux comptes s'il en existe un.

La réunion d'une assemblée peut être demandée par un ou plusieurs associés représentant au moins soit la moitié des parts sociales, soit à la fois le quart en nombre des associés et le quart des parts sociales.

Tout associé peut demander au président du tribunal de commerce statuant par ordonnance de référé, la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée et de fixer son ordre du jour.

L'assemblée appelée à statuer sur les comptes doit être réunie dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

Lorsque le commissaire aux comptes convoque l'assemblée des associés, il fixe l'ordre du jour et peut, pour des motifs déterminants, choisir un lieu de réunion autre que celui éventuellement prévu par les statuts mais situé dans le même département. Il expose les motifs de la convocation dans un rapport lu à l'assemblée.

2 - Participation aux décisions et nombre de voix

Tout associé a le droit de participer aux décisions et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède.

3 - Représentation

Chaque associé peut se faire représenter par son conjoint ou par un autre associé, à moins que la société ne comprenne que les deux époux, ou seulement deux associés. Dans ces deux derniers cas seulement, l'associé peut se faire représenter par une autre personne de son choix.

4 - Réunion - Présidence de l'assemblée

L'assemblée est présidée par le gérant, ou l'un des gérants s'ils sont associés.

Si aucun des gérants n'est associé, elle est présidée par l'associé, présent et acceptant, qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales. Si plusieurs associés qui possèdent ou représentent le même nombre de parts sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé.

Article 19 - CONSULTATION ECRITE

A l'appui de la demande de consultation écrite, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à ceux-ci par lettre recommandée.

Les associés doivent, dans un délai maximal de quinze jours à compter de la date de réception des projets de résolutions, émettre leur vote par écrit. Pendant ledit délai, les associés peuvent demander à la gérance les explications complémentaires qu'ils jugent utiles.

Chaque associé dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède.

Pour chaque résolution, le vote est exprimé par "OUI" ou par "NON". Tout associé qui n'aura pas adressé sa réponse dans le délai maximal fixé ci-dessus sera considéré comme s'étant abstenu.

rw

Le solde, s'il en existe un, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs parts sociales sous forme de dividende.

La mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois à compter de la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par le président du tribunal de commerce statuant sur requête de la gérance.

Article 22 - DISSOLUTION

1 - Arrivée du terme statutaire

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le ou les gérants doivent provoquer une décision collective extraordinaire des associés afin de décider si la société doit être prorogée ou non.

2 - Dissolution anticipée

La dissolution anticipée peut être prononcée par décision collective extraordinaire des associés.

La réduction du capital en dessous du minimum légal, ou l'existence de pertes ayant pour effet de réduire les capitaux propres à un montant inférieur à la moitié du capital social, peuvent entraîner la dissolution judiciaire de la société dans les conditions prévues par les articles 35 et 68 de la loi.

Si le nombre des associés vient à être supérieur à cinquante, la société doit, dans les deux ans, être transformée en une société d'une autre forme ; à défaut, elle est dissoute.

Article 23 - LIQUIDATION

La société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution. Sa dénomination doit alors être suivie des mots "Société en liquidation". Le ou les liquidateurs sont nommés par la décision qui prononce la dissolution.

La collectivité des associés garde les mêmes attributions qu'au cours de la vie sociale, mais les pouvoirs du ou des gérants, comme ceux des commissaires aux comptes s'il en existe, prennent fin à compter de la dissolution.

Le ou les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus, sous réserve des dispositions légales, pour réaliser l'actif, payer le passif et répartir le solde disponible entre les associés.

Les associés sont convoqués en fin de liquidation pour statuer sur les comptes définitifs, sur le quitus du ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

Lorsque la société ne comprend qu'un associé, la dissolution entraîne, sauf décision contraire de l'associé unique, transmission universelle du patrimoine social audit associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

RW

Article 24 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations entre les associés, relatives aux affaires sociales pendant la durée de la société ou de sa liquidation, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les conditions du droit commun.

Article 25 - PERSONNALITE MORALE - IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE

Conformément à la loi, la société ne jouira de la personnalité morale qu'à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Le ou les gérants sont tenus de requérir cette immatriculation dans les plus courts délais, et de remplir à cet effet toutes les formalités nécessaires.

En outre, pour faire publier la constitution de la présente société conformément à la loi, tous pouvoirs sont donnés à un associé ou au porteur d'une copie des présents statuts comme de toutes autres pièces qui pourraient être exigées.

Article 26 - FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites seront supportés par la société, portés au compte des "Frais d'établissement" et amortis sur les premiers exercices avant toute distribution de dividendes.

Fait à BURSARD
l'an Mil Neuf Cent Quatre Vingt Dix Huit
et le neuf juillet